

«Il nous manque une véritable stratégie de ville internationale»

ANDRÉ ALLEMAND

Une véritable stratégie de ville internationale fait cruellement défaut à Genève. Tel est le bilan tiré par Sophie Florinetti cinq ans après l'opération d'urgence qui a permis de conserver le siège de l'Organisation mondiale du commerce. Dans une étude commandée par la Fondation pour Genève (*nos éditions du 11 août*), l'économiste consultante pose un constat alarmant pour l'avenir de notre place internationale.

Selon Sophie Florinetti, nous bénéficions surtout, pour l'instant, des handicaps des villes concurrentes. Mais les points faibles de la Cité de Calvin sont nombreux: marché du logement asséché,

manque d'hôtels cinq-étoiles et de lits bon marché, vie chère pour les délégués de passage, fragilité financière des structures d'accueil, absence de réseau de transports irriguant tout le bassin genevois (près de la moitié des fonctionnaires internationaux vivent en France voisine), trop petit contingent de gardes de sécurité diplomatique (GSD), ignorance voire hostilité des milieux politiques locaux ou encore, *last but not least*, manque d'ambition face aux acteurs qui «montent»: les ONG. Bref, conclut l'économiste, cinq ans après la crise de l'OMC, les autorités n'ont toujours pas de vision d'avenir.

Au gouvernement cantonal, ces

propos ont le don d'impatisser le président Guy-Olivier Segond. «N'imaginons pas des problèmes là où il n'y en a pas! La stratégie politique est définie une à deux fois l'an, au sein d'une délégation formée de trois conseillers d'Etat genevois et trois représentants du Conseil fédéral. Ces séances sont préparées par un groupe de travail commun à la Confédération et au canton, auquel participent, outre les trois conseillers d'Etat, le chancelier et le chef du protocole.»

A l'entendre, la répartition des tâches est on ne peut plus claire: les questions des organisations internationales et des représentations gouvernementales relèvent

de la Confédération et transitent par la Mission permanente. Tout ce qui regarde les ONG est plutôt du ressort du canton. C'est donc Jérôme Koechlin, le chef du protocole, qui s'en occupe. Au niveau local, celui-ci préside une Commission interdépartementale pour la Genève internationale (CIGI). Et il assiste au collège hebdomadaire des secrétaires généraux de départements qui se réunit avant la séance du Conseil d'Etat.

Sur le départ, Jérôme Koechlin estime justement que le réaménagement du domaine de La Pastorale permettra de mieux coller à l'évolution de la place internationale. Avec davantage de souplesse qu'un service institutionnel. ■